



Communiqué de presse, lundi 9 mars 2009


Les propositions du Partenariat français pour l'eau pour le 5^e Forum mondial de l'eau à Istanbul

Lundi 9 mars, 11h – **Jean-Louis Borloo**, Ministre d'Etat, Ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire, **Chantal Jouanno**, Secrétaire d'Etat à l'Ecologie, **Jean-François Le Grand**, Sénateur de la Manche et Président du Cercle français de l'Eau et **Loïc Fauchon**, Président du Conseil mondial de l'Eau ainsi que de nombreuses personnalités du Partenariat français pour l'eau représentatives de ses 6 collèges, **ont présenté les propositions de la France pour le Forum Mondial de l'Eau qui aura lieu à Istanbul du 16 au 22 mars 2009.**

Rassemblés au sein du Partenariat français pour l'Eau (PFE), **les acteurs français de l'eau agissant à l'international** (collectivités territoriales, ministères, agences de l'eau, ONG, entreprises, centres de recherches...) **ont pris une part active à la préparation du Forum d'Istanbul.**


Au 4^{ème} Forum Mondial de l'Eau de Mexico, ils avaient contribué à faire progresser la réflexion de la communauté internationale sur le droit à l'accès à l'eau pour tous et sur l'intérêt de donner la responsabilité des services d'eau et d'assainissement aux autorités publiques locales.

Ils souhaitent, à l'occasion de la 5^{ème} édition du Forum Mondial de l'Eau, proposer des solutions et faire des recommandations pour résoudre quatre enjeux cruciaux.

 **L'assainissement dans les mégapoles : désamorcer les bombes sanitaires à retardement.** Plus de 900 millions de personnes n'ont toujours pas accès à l'eau potable et 2,5 milliards de personnes n'ont toujours pas accès à l'assainissement. **L'eau insalubre est la première cause de mortalité dans le monde. Elle tue 10 fois plus que les guerres** : chaque année 8 millions de personnes dont 1,8 million d'enfants meurent de diarrhée, du choléra, de la typhoïde, du paludisme,...

Si aujourd'hui, près d'un habitant sur deux est urbain, en 2030, les deux tiers de la population mondiale vivra dans les villes dont deux milliards de personnes dans des bidonvilles. Alors que 85 % des eaux usées mondiales sont rejetées sans traitement, **les mégapoles du monde sont de véritables « bombes sanitaires »** qu'il convient de désamorcer en utilisant toutes les formes d'assainissement.

Relever le défi de l'assainissement pour tous est possible, à condition que la communauté internationale, les bailleurs et les gouvernements des pays concernés, au-delà de la nécessité de disposer de toilettes hygiéniques, reconnaissent **la priorité à donner à la dépollution des eaux usées**, c'est-à-dire la collecte, l'évacuation, le traitement et la valorisation des eaux usées et des boues.

 **L'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous a un coût : il faut le répartir équitablement.** L'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement implique de **sécuriser les financements qui lui sont indispensables. Cette urgence ne doit pas être remise en cause par le contexte de crise financière internationale.**

L'aide publique au développement offre un indispensable « effet de levier » vers d'autres financements et son augmentation doit rester une priorité pour les pays développés. **Mais c'est sur la tarification et l'impôt que les gouvernements peuvent directement agir et avoir une programmation efficace des investissements pour le secteur de l'eau sur le long terme.**

Le PFE recommande que chaque gouvernement adopte un cadre national et une stratégie chiffrée afin d'organiser, dans la durée, le financement de la totalité des dépenses liées à l'eau (investissement, fonctionnement et entretien) pour un accès pour tous à un prix abordable. **Les aides financières doivent être versées au plus près des besoins, c'est à dire aux collectivités locales responsables des services d'eau**, tant par le secteur bancaire local que par l'aide internationale, ainsi que l'aide bilatérale française le pratique déjà.

- 🌐 **La gestion de l'eau par bassin : la réponse aux enjeux géopolitiques de l'eau ?** Il y a dans le monde 276 fleuves ou lacs et plusieurs centaines d'aquifères dont les bassins sont partagés entre au moins deux pays riverains ou parfois beaucoup plus. **Or, le partage de l'eau peut fortement amplifier les différends historiques, géopolitiques, idéologiques ou religieux entre pays voisins, lorsqu'ils existent.**

Le Partenariat français pour l'Eau plaide pour une **gestion des ressources en eau à l'échelle des bassins versants** nationaux ou transfrontaliers et **pour la mise en place d'organismes de bassin** pouvant assurer une vraie **« démocratie de l'eau »** grâce à un pouvoir décisionnel en matière de financement, de gestion et de planification.

Il est indispensable que les pays établissent un accord international pour la gestion des bassins transfrontaliers **comme le préconise la Convention des Nations Unies de 1997 sur l'utilisation des cours d'eau internationaux** à des fins autres que la navigation dont le processus de ratification est soutenu par le PFE.

- 🌐 **Les crises de l'eau : une priorité de l'agenda climatique.** Si actuellement 700 millions de personnes dans 43 pays, soit environ 9 % de la population mondiale, vivent dans des pays soumis à un « stress hydrique », d'ici à 2025, ils pourraient être plus de 3 milliards, soit environ 38 % de la population mondiale (estimée alors à 8 milliards). **Le changement climatique va aggraver les pénuries d'eau dues à la demande toujours croissante (démographie, urbanisation, évolution des modes de vie, irrigation,...).**

Il est urgent de mener des politiques d'économies de la ressource en eau en luttant contre les fuites des réseaux agricoles et urbains, en développant une approche équilibrée avec une « gestion de la demande en eau », en adaptant les pratiques et les systèmes cultureux, en recyclant les eaux usées,...

Dans le même temps, il faut adopter des plans d'adaptation au changement climatique, faisant une large part au secteur de l'eau, en particulier dans les pays les plus vulnérables aux aléas climatiques, notamment en Méditerranée.

Les membres du PFE sont responsables de l'organisation d'une dizaine de sessions sur la centaine de sessions prévues et interviendront dans près de 40 sessions.

Ainsi, ils pourront contribuer à la prise de conscience par la communauté internationale et l'opinion publique de l'urgence à agir pour relever les défis de l'eau du 21^{ème} siècle. **Ils feront des propositions et des recommandations basées sur leurs expériences concrètes en France et à l'étranger.**

www.partenariat-francais-eau.fr

Contact presse France et Istanbul :
Terre majeure / Sophie Frédéric
s.frederic@terremajeure.com
Port. +33 (0)6 20 34 12 16.
Tél fixe : +33 (0)1 42 01 60 36

Contact presse France :
emmapom.com / Emmanuelle Pometan
emma@emmapom.com
Port. +33(0)6 11 34 04 88.
Tél Fixe : +33(0)1 42 01 46 96